

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

"C'est extrêmement douloureux mais on n'est pas surpris", le syndicat Sud Education dans la Manche sur la carte scolaire

Katia Lautrou

5-7 minutes

Carte scolaire : Journée d'action dans l'éducation nationale, de l'intersyndicale enseignante de la Manche © Radio France - Gérald Paris

Diffusé le mardi 31 mars 2026 à 7:47

Publié le mardi 31 mars 2026 à 7:47

Le personnel de l'Éducation nationale est appelé à la grève ce mardi. Des manifestations sont organisées à Cherbourg-en-Cotentin, Saint-Lô et Avranches, actions qui interviennent alors que la direction académique a dévoilé hier lundi une nouvelle mouture de sa carte scolaire pour la rentrée 2026.

Ce mardi 31 mars est une journée d'action dans l'Éducation nationale contre les suppressions de poste. [Dans la Manche, la carte scolaire prévoit 56 fermetures de classes pour sept ouvertures](#). La carte scolaire finale sera actée le 10 avril. Florence Desramé, co-secrétaire départementale du syndicat Sud Éducation dans la Manche, est l'invitée d'ICI Cotentin ce mardi.

ICI Cotentin : Comment réagissez-vous à la carte scolaire envisagée pour le département de la Manche ?

Florence Desramé : C'est extrêmement douloureux. On n'est pas non plus surpris de cette annonce au vu des moyens qui étaient budgétisés. Il en reste néanmoins qu'on soit extrêmement attentifs et sur nos gardes, parce que dans cette commission hier, qui a duré quand même cinq heures, pour nous, c'est une véritable mascarade. On a accouché d'une souris avec une suppression seulement de trois fermetures par rapport au document de travail initial. Tout ça va se jouer dans les prochaines parties. La carte scolaire finale, c'est le 10 avril.

Quelque 40 des 56 fermetures concernent le milieu rural. Vous avez l'impression qu'on est en train d'abandonner les campagnes ?

C'est ce qu'on craint effectivement. On a un département qui est très rural, et puis vous voyez la longueur du département. Donc, on a besoin de ces établissements de proximité. C'était le cas. Et en fait, petit à petit, on voit que les RPI, les regroupements pédagogiques, sont en train de disparaître peu à peu. Avec des situations qui vont être très difficiles parce que les enseignants se retrouvent en cours avec parfois quatre niveaux. On a soulevé également hier à plusieurs reprises, l'isolement de certains collègues qui vont se retrouver seuls à enseigner sur un site, ce qui pose quand même un problème aussi de sécurité. Le service public doit rester un service de proximité et on doit donner la possibilité à tous les enfants, quel que soit leur niveau social, d'avoir une qualité d'enseignement.

L'argument de l'autre côté, c'est la baisse démographique. Que répondez-vous à ça ?

Les années où justement on avait une démographie plutôt positive, l'École publique n'a jamais eu de postes en plus. Quand on a une baisse démographique, on supprime des postes à tour de bras. Mais quand on est sur une démographie positive, on ne touche pas à l'éducation. La France reste quand même l'un des pays qui dépense le moins pour l'éducation. On aurait souhaité profiter de cette baisse démographique pour apporter un petit peu de souffle dans nos classes. Nous sommes vraiment fatigués par toutes ces mesures qui sont prises. On s'attaque vraiment à l'Éducation nationale de façon très brutale. On manque de moyens, on manque de formation et on a des élèves aujourd'hui qui ne sont pas les mêmes qu'il y a 20 ans.

Il peut toujours y avoir quand même des réouvertures de classes plus tard ?

J'espère bien. Le DASEN, le directeur académique, a encore neuf postes sous le coude : tout va se jouer le jeudi 9 avril, lors du CSA (comité spécial d'administration) de repli, et le vendredi 10, lors du CDEN (comité départemental de l'Éducation nationale). Et puis il va y avoir aussi des ajustements de rentrée.